

Mercredi 27 Mars 1872
 Prix du Numéro : 10 Centimes.
 Les Manuscrits ne seront pas rendus
 RÉDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123
 Directeur politique gérant : LÉONCE DÉTROYAT

Mercredi 27 Mars 1872
 Annonces : MM. Ch. Lebrun, Cerf et Co, 6, place de la Bourse
 40 FR. PAR AN. — 24 FR. PAR SEMESTRE. — 13 FR. PAR TRIMESTRE
 BUREAUX : PARIS, RUE MONTMARTRE, 146
 Administrateur : LOUIS GAL

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Lille, 26 mars.
 Le tribunal maintient sa compétence relative aux marchés de la guerre; mais, sur l'appel interjeté par la défense, la plaidoirie a été renvoyée après l'arrêt de la cour, et l'affaire a été remise au 30 avril.

Alsace-Lorraine

Strasbourg, 26 mars.
 Une lettre du président suprême fait connaître à la chambre de commerce que le gouvernement a pris des mesures pour confier à l'industrie privée la manufacture des tabacs de la ville.

Angleterre

Londres, 26 mars, soir.
 Les avis de Montevideo, en date du 28 février, portent que le gouvernement espère conclure la paix avec le parti révolutionnaire.

Londres, 26 mars, soir.
 La chambre des communes, à 10 heures, répondant à M. O'Connell, qui n'a reçu aucune information au sujet d'un traité qui aurait été conclu entre l'Allemagne et l'Italie.
 Lord Entin, répondant à M. White, dit que l'Angleterre s'est associée aux instances qui ont été faites auprès du gouvernement chinois en faveur de l'ouverture du port de Kéungchow au commerce étranger.

Londres, 26 mars.
 La chambre des communes a adopté, sans débat, les propositions de M. Lowe, de réduire les droits sur le café, la chicorée et d'abolir les impôts sur les maisons.

Londres, 26 mars.
 La chambre des communes a voté la résolution proposée par M. Lowe, réduisant l'impôt sur le revenu de deux pence par livre.

Hier soir, un meeting d'ouvriers tenu près des docks des Indes Orientales, sous la présidence de M. O'Connell, a adopté une résolution condamnant le bill relatif aux parcs royaux. L'ordre n'a pas été troublé.

Belgique

Bruxelles, 26 mars, soir.
 L'indépendance belge publie un télégramme de Berlin d'aujourd'hui, annonçant que la première conférence tenue avec les plénipotentiaires luxembourgeois, le 23 mars, a confirmé les prévisions relatives au transfert de l'administration des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine à la commission des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine avec des garanties pour la neutralité du Luxembourg.

Danemark

Copenhague, 26 mars.
 Le prince héritier a accepté aujourd'hui la démission de M. Tenger, ministre des finances.
 Le comte de Holstein, président du conseil des ministres, a été chargé de l'intérim du ministère des finances.

Italie

Rome, 26 mars.
 Le comte d'Harcourt a donné ce soir un dîner à la légation française accréditée auprès du roi d'Italie.

Rome, 26 mars, soir.
 M. Fournier a été reçu ce matin, à dix heures, par le roi, auquel il a remis ses lettres de créance.

M. Fournier paraît très satisfait de l'accueil cordial qui lui a été fait.
 (Agence Havas.)

PARIS, MARDI 26 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Le Journal officiel contient un rapport du ministre de l'intérieur au président de la République au sujet de la subvention annuelle décernée par la loi du 11 juillet 1868 pour l'achèvement des chemins vicinaux. Trois répétitions ont déjà été faites entre les communes sur le crédit de 100 millions ouvert à cet effet par le Gouvernement, et payable en dix annuités à

partir de 1869. Les circonstances tristement exceptionnelles que nous venons de traverser n'ont pas permis de réunir en 1871 les conseils généraux chargés d'apprécier les besoins des communes et de distribuer, dans la limite de ces besoins, les fonds alloués aux départements par un décret du conseil d'Etat.

Aujourd'hui ces obstacles sont levés; et l'administration française peut reprendre son œuvre, interrompue par les horreurs de la guerre. Parmi les traces qu'elle a laissées derrière elle de son passage, il faut compter au premier rang les dégradations causées aux voies de communication et surtout la destruction de 235 ouvrages d'art, destruction qui met obstacle à toute circulation. Les ressources, bien loin d'augmenter dans la proportion des nécessités nouvelles, ont diminué; et le ministre de l'intérieur se voit obligé de réduire le crédit de 11,500,000 fr. fixé pour les années précédentes au chiffre de 10 millions.

De plus, l'allocation n'a pas tout entière à sa destination naturelle : la reconstruction et la restauration des ouvrages d'art prélèveront une somme de 1 million 500,000 francs sur la quatrième annuité affectée aux chemins vicinaux. Il est vrai que la perte territoriale que nous a infligée le traité de Francfort compense la diminution, sans cela fort sensible, de la part affectée à chaque département.

Le lecteur trouvera plus loin les parties principales du rapport de l'honorable M. Victor Lefranc.

La discussion du budget du ministère de la justice a fourni hier le principal intérêt de la séance. L'Assemblée a adopté le projet du gouvernement qui créait à Nancy une chambre temporaire, composée d'un président, de sept conseillers et d'un avocat général, et rattachait à la cour de cette ville la portion restée française du ressort de Metz. L'article 6, présenté en faveur des magistrats alsaciens dépossédés de leurs sièges par la conquête prussienne, a soulevé une assez vive discussion et a été finalement rejeté sur les observations de MM. Raudot et Bertaud. Il avait pour objet de créer temporairement dans chacune des cours de France et d'Algérie une place de conseiller ou les magistrats alsaciens auraient pu attendre que des vacances se fussent produites dans le personnel judiciaire.

Une telle innovation établissait des précédents fâcheux; elle donnait d'abord et forcément un avancement disproportionné à certains magistrats, qu'il eût bien fallu placer comme les autres; elle semblait enfin consacrer le principe que la fonction est faite pour le fonctionnaire, et l'honorable M. Bertaud a eu raison d'insister sur cette conséquence de la loi, plus grave peut-être dans l'ordre judiciaire que partout ailleurs.

Si nous en croyons des renseignements autorisés, la commission du budget aurait résolu, dans la séance qu'elle a tenue hier, qu'on n'aurait pas besoin de recourir à l'impôt sur les matières premières pour établir l'équilibre du budget de 1872, et qu'on pourrait renvoyer l'examen de cet impôt aux discussions qui s'ouvriraient sur l'exercice 1873.

En joignant au produit réel des nouveaux impôts votés en 1871, et plus récemment, il y a deux mois, le produit présumé des impôts qu'elle accepte sur la proposition du Gouvernement, la surtaxe sur les sucres et les 75 millions — reliquat libre de l'emprunt de 2 milliards — elle arrive à un total de 618 millions suffisant pour équilibrer le budget.

En regard de nos tâtonnements et de la recherche douloureuse que nous poursuiv-

sons, en quête d'impôts qui puissent parer aux nécessités financières du pays sans l'épuiser, nous ne pouvons mentionner sans une secrète envie le bilan budgétaire que M. Lowe, chancelier de l'Echiquier, vient de développer devant la Chambre des communes. Il est vrai qu'il y a dans les chiffres significatifs qu'il a énoncés aux représentants de la nation anglaise, un enseignement bon à méditer. C'est par la pratique sage et résolue des institutions libres, que l'Angleterre atteint ces résultats merveilleux.

Les dépenses de l'année passée portent une diminution de 1,016,000 francs sterling sur les dépenses votées; et les recettes se sont élevées à un excédant de 2 millions 815,000 francs sterling sur les dépenses réelles.

Les conséquences d'une telle prospérité se font immédiatement sentir. La Chambre des communes a voté hier la résolution présentée par M. Lowe, réduisant l'impôt sur le revenu de deux pence par livre.

QUESTION DU JOUR

LE MARÉCHAL BAZAINE

Depuis quelques jours, les bruits les plus contradictoires circulent à l'endroit du maréchal Bazaine. Cette incertitude générale est fort compréhensible pour tous ceux qui savent « que le procès-verbal des séances de la commission d'enquête, est signé par tous les membres du conseil, qui sont tenus de garder le secret le plus absolu sur les incidents et le résultat de leurs délibérations. » Dès que ces pièces sont parvenues au ministre de la guerre, « celui-ci prend les ordres du chef du pouvoir exécutif. » Ainsi le prescrit l'article 207 du service des places. Les versions diverses que les journaux publient chaque jour ne peuvent donc être, on le voit, que des échos plus ou moins fidèles d'indiscrétions, le plus souvent incomplètes, ou mal interprétées. Quoi qu'il en soit, le moment est solennel pour le commandant en chef de l'armée du Rhin.

M. Thiers, qui lui est manifestement favorable, rend-il service à son protégé en s'efforçant de l'empêcher de comparaître devant un conseil de guerre? A notre avis, rien ne peut-être plus nuisible aux intérêts du maréchal que cette protection persistante, qu'on pourrait prendre comme une sorte de défi jeté à l'opinion publique, très surexcitée depuis longtemps, et qui cherche, aujourd'hui comme toujours, un bouc émissaire pour endosser la responsabilité des désastres qui ont accablé notre malheureux pays.

Si le maréchal était bien conseillé, il PROVOQUERAIT un débat public. Il le réclamerait lui-même pour son honneur, pour ceux qui portent son nom, par respect même pour la haute dignité qui lui a été conférée en récompense de ses longs et brillants services. Dans la marine de guerre, quand un capitaine perd son navire, quelles que soient les circonstances dans lesquelles il l'a perdu, il passe forcément devant un conseil de guerre. Là, il discute devant ses pairs et les causes de son naufrage et les moyens qu'il a employés soit pour l'empêcher, soit pour le rendre le moins désastreux possible. Mais quand un maréchal placé à la tête des armées de la France a été battu, qu'il a capitulé, qu'il a été, par sa capitulation, la cause volontaire ou involontaire de désastres immenses qui pèsent et pèseront bien des années encore sur son pays, il faut attendre qu'un conseil d'enquête examine et que le chef du pouvoir prononce, après la présentation qui lui est faite des pièces de l'enquête par

son ministre de la guerre! C'est à n'y pas croire.

Que le général de Cissey se hâte donc et qu'il use de toute son influence auprès de M. Thiers pour faire convoquer le conseil de guerre qui aura à juger le commandant en chef de l'armée de Metz.

L'opinion publique le réclame, l'armée entière l'attend. Que le maréchal prenne au plus tôt une résolution énergique. Qu'il parle, qu'il parle tout haut : l'heure des réticences est passée. Nulle considération ne doit plus l'arrêter. Ce n'est pas sa vie qui est en jeu, c'est plus encore, c'est son honneur. Qu'il se souvienne des paroles que M. Renouard prononçait en 1847, au sujet d'un procès tristement célèbre : « Il faut sonder de telles plaies d'une main courageuse; l'opinion publique ne s'égare pas quand on lui dit tout. »

Que le maréchal dise tout, mais tout s'entend, sans réserves, sans ménagements inutiles. La vérité ne peut jamais créer un danger public, comme le gouvernement paraît le croire. Quelque scandale qu'elle doive produire en certaines circonstances, elle a du moins l'avantage de donner aux événements leur juste portée et de fixer la part de responsabilité qui revient à chacun.

Il faut qu'on sache, à la fin, s'il a été trahi par ambition, ce dont les uns l'accusent; s'il a été seulement faible et inapte, ce que les autres lui reprochent; ou s'il a subi, par suite d'une fatalité irrésistible, les mauvaises chances d'une situation inextricable.

En tous cas, sa réputation, déjà si compromise, ne peut que souffrir encore davantage de la protection inexplicable que lui accorde le chef du pouvoir exécutif. On s'en étonne, on s'en inquiète, on commence même à s'en impatienter. Tout le monde veut en finir, tout le monde veut savoir la vérité.

LÉONCE DÉTROYAT.

Le Rapport de la Commission d'enquête

SUR LES CAPITULATIONS

Le rapport de la commission d'enquête relative aux capitulations, et plus spécialement à la capitulation de Metz, n'a pas encore été communiqué au président de la République, contrairement à ce qu'on affirmait la plupart des journaux; aussi l'interpellation que devait faire hier à l'Assemblée MM. Deschamps et Bamberger, au sujet de l'affaire du maréchal Bazaine, n'a pas eu lieu.

A cette interpellation, ces derniers ont substitué la présentation d'un projet de loi, ainsi qu'il résulte du compte rendu officiel de la séance d'hier, dont nous détachons le passage suivant :

M. Bamberger. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale la proposition de loi suivante :

Article unique. — Les décisions du conseil d'enquête au sujet des capitulations seront communiquées à l'Assemblée nationale et insérées au Journal officiel.

Je n'ai pas besoin, messieurs, de vous dire pour quels motifs je demande l'urgence. (Très bien ! très bien !)

M. le Président. — M. Bamberger demande l'urgence pour la proposition de loi dont il vient de donner lecture.

Je consulte l'Assemblée.

L'urgence est mise aux voix et déclarée.

On lit dans l'Univers :

Le correspondant, d'ordinaire bien informé, du Courrier de Bruxelles, lui écrit :

J'apprends de source sûre que M. Rouher a expédié aujourd'hui un télégramme chiffré à Chislehurst, pour concerter avec l'empereur les termes d'un démenti public à donner aux bruits

récents qui ont couru d'une restauration honnorable par le concours de la Prusse et de l'Italie.

Nous serions curieux d'apprendre, ajoute l'Univers, que M. Rouher a reçu une réponse et d'en connaître les termes.

Nous nous permettons de faire observer à l'Univers, toujours prêt à distribuer des étiennes, que les télégraphes français n'acceptent point de dépêches chiffrées.

Le même journal, sous la foi de son correspondant de Florence annonçait, il y a quelques jours, qu'un traité d'alliance avait été signé entre l'Italie et l'Allemagne. M. Venet, sans aller aux preuves, déclarait avoir toute confiance dans son correspondant. Aujourd'hui, toute cette politique de fantaisie est réduite à sa juste valeur : un cancan de cabinet de lecture.

L'Univers, battu, n'en revient pas moins à la charge, et prétend ce matin — toujours sous la foi de ce malheureux correspondant — que le prince Napoléon, avant de quitter Rome, a eu à Venafro, près du Volturne, un sans doute ce dernier n'a jamais mis les pieds, une entrevue avec le prince Frédéric-Charles, dans le but de remanier l'Europe et de restaurer l'empire.

Nous sommes au regret de déclarer à l'Univers que son correspondant a été induit en erreur. C'est un homme de bonne foi, nous n'en doutons pas, bien intentionné, dévoué à la bonne cause; mais un de ces esprits crédules, qu'on désigne en Italie sous le nom pittoresque de *credencioni*.

Quel but poursuit enfin l'Univers en s'étudiant à prouver que l'Allemagne et l'Italie ont signé un traité d'alliance contre la France? en s'évertuant à nous faire croire que l'empereur déchu traite avec M. de Bismark du rachat de l'Alsace et de la Lorraine, par un mariage ou par toute autre combinaison, comme si nous étions au temps d'Anne de Bretagne, où les princesses apportaient une province en dot?

L'esprit public en France a besoin d'une direction constante; il suffit à la presse de signaler les racontars politiques qui se débitent à la Bourse, dans les cercles et ailleurs pour se rendre méritante; dès qu'elle sort de sa voie, dès qu'elle emploie la publicité dont elle dispose à propager les nouvelles dites à sensation, elle trahit sa mission et tombe dans ce que la Bible appelle la Confusion. Enfin alors même que des traités seraient ébauchés, des entrevues ménagées, nous croyons que la meilleure des politiques sera toujours celle de nos pères résumée dans un adage célèbre : Fais ce que dois, adviens que pourra.

JULES DE PRÉCY.

On lit dans le Journal de Lyon :

Plusieurs journaux ont publié le résumé d'une conversation que M. Thiers a eue avec les députés lyonnais. Nous sommes au regret d'annoncer très positivement que ces résumés ont complètement travesti le caractère de cette entrevue.

M. Thiers n'a point tenu le langage vif et singulier qu'on lui prête. Plusieurs des paroles qu'on met dans la bouche du président ont été prononcées au contraire par les députés. M. Thiers demandait à ces derniers ce qu'ils pouvaient offrir au gouvernement; à quoi ils ont répondu que nous ne sommes plus au temps des corporations, et qu'ils n'avaient point qualité pour faire des offres à l'Etat.

La conversation a été fort courtoise et presqu'cordiale de part et d'autre.

Nous sommes heureux de pouvoir ramener cet incident à ses véritables proportions.

Nous n'avons point reproduit les détails de cette conversation parce qu'ils nous ont paru invraisemblables. Nous n'en reproduisons pas moins la teneur.

LES TÉLÉGRAMMES

DE TROIS HEURES

Madrid, 26 mars.
 Les frégates *Gerona* et *Arcole* ne sont pas parties à destination de Venezuela; elles vont à la Havane.

On espère un arrangement amiable des difficultés avec Venezuela.

Madrid, 26 mars, soir.
 Le *Tempo* annonce que la dernière chapelle protestante qui existait à Madrid vient d'être fermée.

L'Imparcial annonce que le général Letona, juge du tribunal supérieur, a été destitué par suite d'une lettre rendue publique, et dans laquelle, tout en se disant défenseur de la dynastie du roi Amédée, il se proclamait partisan de don Alphonse, au cas où le roi Amédée quitterait l'Espagne.

Berlin, 26 mars.
 M. de Bismark est parti hier pour Varzin, où il se propose de faire un séjour d'environ une semaine.

Rome, 26 mars.
 Le roi est parti hier pour Florence.

Messine, 26 mars, soir.
 Le prince Frédéric-Charles est arrivé ici, venant de Tunis. Il doit visiter Catane et Syracuse. (Agence Havas.)

DERNIÈRE HEURE

On nous écrit de Versailles :

On assure que la commission du budget proposera d'appliquer au budget de 1872 les 45 millions actuellement disponibles à la Banque.

On espère qu'au moyen de cette somme et des nouveaux impôts, sur lesquels on est d'accord, le déficit du budget pourrait être réduit à 75 millions.

On ajourne la commission, se fondant sur l'excédent de recettes obtenu par plusieurs des impôts en cours de perception, proposerait d'ajourner de quelques mois la discussion du droit sur les textiles jusqu'à ce que le rendement des impôts votés eût permis de déterminer d'une manière plus exacte la mesure des sacrifices à imposer aux contribuables.

Dans le cas où l'Assemblée n'adopterait pas cette proposition ou une autre propo-

dition de ce genre, on ne croit pas qu'il lui fût possible de se séparer, même à la fin de la semaine prochaine.

ECHOS PARLEMENTAIRES

25 mars 1872.

L'Assemblée reprend la discussion du projet de loi ayant pour objet de supprimer la cour de Metz et de faciliter le remplacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace et de Lorraine.

Nous reproduisons dans le compte-rendu de la séance le texte officiel de la loi, votée après une discussion assez vive.

Le budget des travaux publics a été voté presque sans discussion. Le chapitre 11, intitulé : « Garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer, 2 millions », a provoqué un amendement de M. Wilson, qui veut substituer à l'Assemblée de vouloir bien substituer au chiffre de 2 millions, qui y est porté, celui de 36 millions, chiffre auquel s'élève, selon lui, les garanties d'intérêts dus par l'Etat aux Compagnies de chemins de fer.

Le compte-rendu nous instruit suffisamment des raisons pour et contre qui ont été développées par MM. Wilson, Caillaux, Germain et baron de Larcy.

L'Assemblée n'a pas adopté l'amendement.

Contrairement à tous les bruits de couloirs, deux incidents, dont on croyait que le premier n'était pas encore résolu, que le second était ajourné, ont marqué la fin de la séance.

Pendant le défilé du scrutin sur l'ensemble du budget des travaux publics, M. Victor Lefranc, ministre de l'intérieur, a déposé sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi ayant pour objet de reporter au 8 avril l'ouverture de la session de ceux des députés qui demandent à être admis à l'Assemblée à cette date. M. le ministre a demandé et obtenu l'urgence. L'exposé des motifs vous apprendra que le Gouvernement pense que l'Assemblée, sous peine de causer au Trésor et au crédit public le préjudice le plus grave, ne peut se séparer avant d'avoir voté non-seulement les budgets de tous les ministères, mais encore tous les impôts.

Comme M. Victor Lefranc descendait de la tribune, M. Bamberger y est monté et a déposé la proposition de loi suivante :

Article unique. — Les décisions du conseil d'enquête au sujet des capitulations seront communiquées à l'Assemblée nationale et insérées au Journal officiel.

L'urgence a été également prononcée sur cette deuxième proposition.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

LOI DU RECRUTEMENT

On a distribué hier aux membres de l'Assemblée nationale le rapport fait par M. le marquis de Chasseloup-Laubat, au nom de la commission chargée de présenter un ensemble de dispositions législatives sur le recrutement et l'organisation des armées de terre et de mer.

Le projet de loi sur le recrutement se compose de soixante-seize articles, dont les dispositions peuvent se résumer ainsi :

1° Service militaire personnel pour tout Français qui n'y est pas reconnu impropre, obligation pour lui, depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de quarante ans, de se rendre à l'appel de la patrie lorsqu'il s'agit de la défense et de la sécurité intérieure;

2° Impossibilité pour lui de rejeter sur d'autres la part du sacrifice qu'il lui doit;

3° Le désistement mis à l'ordre du jour pour ceux qui s'engagent volontairement;

4° La proscription de toute pensée politique dans l'armée;

5° La suppression de tout corps en armes qui ne serait pas partie de l'armée et qui ne serait pas soumis aux lois et aux autorités militaires;

6° Enfin, déclaration qu'il faut être Français pour être admis dans les troupes françaises, et exclusion de l'honneur de servir pour ceux qui ont encouru des peines infamantes.

Il résulte d'une conférence que le chef du pouvoir exécutif et le ministre de la guerre ont eu avec la commission de l'armée que s'il y a accord

entre les deux projets, on ne croit pas qu'il lui fût possible de se séparer, même à la fin de la semaine prochaine.

M. Thiers s'est prononcé encore hier formellement pour la discussion de tous les nouveaux impôts avant les vacances parlementaires.

La nouvelle, donnée ce matin par quelques journaux, d'un projet d'arrangement avec la Prusse pour la libération du territoire au moyen de 500 millions comptant et ensuite de 40 millions par mois jusqu'à extinction des 3 milliards, n'est pas considérée ici comme ayant un fondement sérieux.

Le conseil de guerre qui sera chargé de juger l'affaire Arbinet est déjà composé. Le général Cremer y comparaitra comme général de division. C'est le général Michel qui occupera le siège du commissaire du gouvernement.

Les vacances commenceront le 6 avril, et même plus tôt, si l'Assemblée adopte la proposition du budget dont nous avons parlé plus haut.

Les procès-verbaux du conseil d'enquête sur les capitulations, figurèrent certainement à l'Officiel.

L'impression du 3^e volume de la commission du 18 mars est retardée, par suite d'un nouveau délai accordé aux réclamations.

Un convoi de trente-six condamnés à la déportation vient d'être dirigé sur le fort de Quelen; d'autre part, nous apprenons que les condamnés du fort Boyard sont dirigés sur Marseille, où ils devront attendre leur embarquement pour la Nouvelle-Calédonie.

Sir Charles Dilke, membre du Parlement anglais, est arrivé ce matin à Paris, venant de Londres.

Bais-	Bais-	BOURSE DU 26 MARS				OBLIGATIONS				Précéd.	Dernier	Bais-	Bais-
50	50											50	50
43	3 0/0	cpt	253 90	56	56 05	55 95	Départ. de la Seine	216 25	216 25				
10	50	cpt	55 90	56	56 10	55 95	Ville, 1865-1869	278 75	278 75				
50	4 1/2 0/0	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1865	437 50	437 50				
50	5 0/0	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1869	278 75	278 75				
50	5 1/2 0/0	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1871 non lib.	254 25	254 25				
50	6 0/0	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1871	254 25	254 25				
50	Emprunt 1874	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	Libéré	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	Emprunt Morgan	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	Oblig. du Trésor	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	BANQUE DE FRANCE	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	CREDIT FONC. DE FRANCE	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. avril-octobre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	CREDIT FONC. COMM.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. avril-octobre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	CREDIT INDUSTRI. COMM.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. mai-novembre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	DEPOSES COMPT.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. mai-novembre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	SOUS-COMPT. DE COMM.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. avril-octobre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	CREDIT MOBILIER COMM.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	SOCIETE GEN.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. avril-octobre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	COMPTOIR D'ESCOMPTE	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. février-août	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	BANQUE PARISIENNE	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	ORLEANS	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. avril-octobre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	NORD	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	EST	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. mai-novembre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	PARIS-LYON-MEDITERR.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. mai-novembre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	MIDI	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	ORLANS	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. avril-octobre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	PARIS-BREUX CHARENTAIS	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. février-août	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	VERMOREL	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	MESSAG. NAT. MARITIMES	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. juin-décembre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	C. PARISIENNE	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. avril-octobre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	C. TRANSATLANTIC DE SUZ.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	C. CANAL MARITIME	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	SOCIETE FINANCIERE	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	ITALIEN 5 0/0	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	SOCIETE DE TRAV.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	ETATS-UNIS 4 0/0	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	CH. DE FER AUTRICHIENS	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	SUD-AUTRICHIEN-LOMBARD	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. mai-novembre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	CH. DE FER ITALIENS	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. avril-octobre	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	SARAGOSSE	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	NORD DE L'ESPAGNE	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	PORTUGAIS DU ROY.	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	CREMET NON ESPAGNOL	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	J. janvier-juliet	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				
50	FOURIER D'AUTRICHE	cpt	55 90	56	56 10	55 95	1874 1/2	437 50	437 50				

entre eux sur plusieurs points importants, il existe, en ce qui touche la question du remplacement, une divergence d'opinion. La commission est d'avis de supprimer purement et simplement le remplacement militaire.

BUDGET DE LA MARINE

Sur les 147 millions 687,603 fr., demandés par le gouvernement pour l'ensemble du budget de la marine, la commission propose une réduction de 3 millions 408,004 fr.

REVUE DES JOURNAUX

Le *Courrier de France* rappelle que nous nous approchons insensiblement du 1^{er} octobre, terme fatal assigné aux Alsaciens-Lorrains pour le choix de leur nationalité, et que notre administration n'a pas paru se préoccuper de cette grave question qui tient suspendue tant d'intérêts patriotiques.

Il observe avec douleur que les sympathies de nos malheureux frères annexés pour la patrie française sont étouffées sous toute espèce d'entraves créées par l'administration prussienne.

Il n'importe, reprend-il. A Mulhouse, à Colmar, à Strasbourg, des flots d'hommes envahissent tous les jours les mairies pour se déclarer Français; mais le Prussien multiplie les difficultés, même à ceux qui acceptent le banissement et la neutralité.

Ici les autorités déclarent aux cinq ou six cents postulants qui se présentent du matin au soir, qu'elles ne peuvent matériellement expédier plus de trente ou quarante actes par jour; ailleurs, elles exigent l'extrait de naissance et ne le délivrent que moyennant 1 fr. 50. Quelle vaste Judée que ce nouvel empire romain!

Les tracasseries, les menaces, les entraves de toute nature vont ainsi leur chemin, et si humble qu'on soit à Versailles, il faudra inévitablement que, tôt ou tard, on parle de républiques; car enfin, si l'Alsace est partie intégrante de l'Allemagne, et qu'il suffise d'être Français pour en être chassé *pro foris*, les plus élémentaires notions d'équité indiquent que la France doit aussi bannir tous les Allemands. Ceci est une question qui embrasse le monde et non pas seulement Berlin et Paris. Le droit des gens, le droit international, le droit commun, tous les droits enfin sont violés, et si les puissances acquiescent par un lâche mutisme à la consécration d'un pareil précédent, c'en est fait de notre soi-disant civilisation.

La question de représailles que souève ici le *Courrier de France* est malheureusement résolue contre nous par le droit de la conquête, qui viole peut-être les principes du droit international, mais est admis par tous les théoriciens comme l'exception elle-même venant confirmer la règle. Mais, ce qui n'est point un danger dans le présent peut devenir un danger dans l'avenir; et notre administration, en portant, comme elle doit, son attention sur cette douloureuse situation ne doit pas oublier non plus ces considérations accessoires.

A en croire le *Temps*, le gouvernement de vait suivre les inspirations de la gauche radicale et de l'extrême droite à propos des pétitions catholiques et vider, séance tenante, ce grave débat.

De quoi s'agit-il, en effet? dit son rédacteur: d'un soulèvement insurrectionnel, et en faveur duquel il importe de rappeler le droit des gens? Nullement; autrement les pétitionnaires et leurs partisans auraient dû comprendre bien d'autres annexions contemporaines dans leurs réclamations. Ils n'auraient pu oublier l'envahissement de la Lombardie à l'Autriche, des duchés de l'Elbe au Danemark, la perte que nous venons de faire nous-mêmes de deux de nos provinces. Ce n'est donc pas du droit des gens que s'inquiètent les partisans du pouvoir temporel; c'est l'autorité religieuse du saint-siège qui leur tient à cœur; et s'ils font tant de bruit autour de la question romaine, c'est que le pape n'est pas pour eux un souverain comme un autre, mais le chef de la vraie religion.

La question romaine est une question purement religieuse qui n'existe qu'en vertu d'une certaine manière de comprendre les choses de la foi, et c'est pourquoi j'aurais voulu que le gouvernement français l'écarterait par une fin de non-recevoir. Il devait plutôt reconnaître que le pape n'avait aucun droit public tel que la fondation de la révolution et du trait distinctif de la séparation entre l'ordre civil et l'ordre religieux. Les zélotes ont beau faire, la France, aujourd'hui encore, n'a pas de caractère plus profond que celui-là; la France est la patrie du mariage civil et de l'égalité des citoyens. Nous avons vu aux affaires des protestants comme M. Guizot et des israélites comme M. Fould, et M. Littré siège à l'Assemblée nationale du même droit que Mgr Dupanloup. La France, à regarder son génie intime et ses conquêtes irrécusables, la France est l'Etat laïque par excellence.

Le *Temps* n'oublie-t-il pas les nécessités de politique extérieure qui s'imposent à nos gouvernants?

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Les journaux annoncent l'arrivée dans cette ville de M. de Serres qui va comparaître en même temps que l'ex-général Cremer, devant le 1^{er} conseil de guerre de Lyon.

Le dossier relatif à l'affaire Arbinet, qui amène MM. de Serres et Cremer devant la

juridiction militaire, a été remis avant-hier au commissaire du gouvernement près le 1^{er} conseil de guerre de la 8^e division.

D'après l'article 10 du Code de justice militaire, le conseil chargé de juger un général de division doit être composé d'un maréchal de France, président; de deux maréchaux et de quatre généraux de division, juges.

Mais, comme le corps d'armée de Lyon ne possède pas de maréchaux, le ministre de la guerre est autorisé à modifier l'article 10, et à remplacer les maréchaux par des généraux de division, et les généraux de division par des généraux de brigade.

Le commissaire du gouvernement devant être général de division, c'est M. le général Barry, commandant la deuxième division de l'armée de Lyon, qui occupera, dans cette affaire, le siège du ministère public.

L'affaire des marchés de la guerre, en ce moment soumise au tribunal correctionnel de Lille, soulève constamment des questions de procédure dont la solution demande de renvoyer à très longue échéance la fin des débats.

A l'audience d'hier, 25 mars, le tribunal a déclaré « surseoir jusqu'à ce que le cour d'appel ait statué » sur des conclusions déposées par l'avocat du prévenu Lohr. Le tribunal a en même temps renvoyé provisoirement au 30 avril pour la suite des débats.

Il y a eu hier, 25 mars, un an qu'un mouvement communaliste essayant de répondre à celui de Paris, éclatait à Toulouse.

L'émancipation, bien connue pour le commerce de tendre amitié qu'elle entretient avec les Vénusins, les Razona et autres coryphées prudents autant qu'ignobles de la Commune de Paris, l'émancipation n'a pas voulu laisser passer cet anniversaire du 25 mars, sans le « saluer comme une date heureuse ».

Voici le « salut » de l'émancipation : Il y a un an aujourd'hui que quelques citoyens, plus impatientes que réfléchis, poussés à une explosion prématurée, firent proclamer la Commune à Toulouse, par le corps d'officiers de la garde nationale dont ils faisaient partie. La nomination de M. de Kératy à la préfecture de la Haute-Garonne fut la cause occasionnelle et le signal de cette inopportune manifestation. Ainsi que nous le disions hier, retardée de quelques jours seulement, elle pouvait avoir une influence décisive sur les destinées du pays.

Les feuilles républicaines et radicales du Midi se plaignent depuis quelques jours de l'activité avec laquelle les agents « d'autorité » appliquent à faire disparaître soit certains emblèmes républicains, soit les dessins ou caricatures qui ridiculisent les prétendants au trône de France.

Aujourd'hui encore, l'égalité de Marseille publie ce qui suit :

Hier matin, vers 7 heures, les gardiens ont ordonné au sieur Jasson, liquoriste, boulevard National, 11, d'enlever de son enseigne le bonnet phrygien qui s'y trouvait.

Hier matin encore, des agents de police se sont présentés au kiosque situé en face de la Bourse, et ont ordonné au propriétaire du kiosque d'enlever de sa vitrine le numéro de l'*Ecluse* et de l'*Orléans*, qui venaient d'arriver. Le marchand eut beau leur montrer le permis de vente délivré par la censure; il ne s'agissait pas de répliquer et il dut obéir.

Le *Sémaphore* annonce que le sous-intendant Brissy, dont la peine a été commuée en banissement, a fixé sa résidence à San-Remo, près Vintimille, sur la frontière italienne.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 25 mars.

Les vœux catholiques. — Cimetière de Méry-sur-Oise. — Chauffage de la Bourse. — Discussion du budget. — Les orphelins.

M. Chevalier dépose sur le bureau une pétition d'un comité religieux de catholiques dissidents, dits vieux catholiques, qui demandent que le conseil municipal veuille mettre une chapelle à leur disposition.

Conformément au rapport de M. Clémenceau, le conseil réserve complètement la question de l'établissement du cimetière parisien de Méry-sur-Oise.

La mise en adjudication d'un nouveau système de chauffage pour le palais de la Bourse soulève une assez longue discussion. La commission propose de concéder pour 8, 9 et 12 années le chauffage du palais à MM. Ernest et Herscher, parce que les soumissionnaires offrent toutes les garanties désirables, et que leur système permettrait de réaliser une économie de près de 5,000 fr. par an. M. Allain-Targé exprime le vœu qu'on tire de la Bourse un revenu suffisant pour couvrir les dépenses d'entretien.

Le conseil reprend la discussion du budget. Au chapitre 18, la commission propose d'accorder 120,000 fr. pour l'enseignement du chant dans les écoles et pour les frais des séances d'orphéons; mais, en même temps, elle propose de supprimer le traitement des deux directeurs des orphéons.

M. Perrin demande le maintien de ce crédit, et malgré le désir dont il sait que le conseil est animé, de soulager la plus possible les charges financières de la ville, mais ces deux fonctionnaires rendent de réels services.

MM. Ranc et Lockroy combattent l'avis de M. Perrin, et recommandent au conseil de refu-

ser le crédit : les inspecteurs de l'orphéon suffisent parfaitement, les directeurs ne sont en réalité d'aucune utilité.

M. Trélat défend vivement l'institution des orphéons, qu'il appelle une œuvre moralisatrice. Il fait l'éloge du fondateur, M. Wilhelm, qui y a consacré sa vie; mais néanmoins il croit aussi que les inspecteurs suffisent.

Un amendement de M. Binder tendant à renvoyer la discussion au budget de 1873 est repoussé, et les conclusions de la commission sont votées. Une somme de 85,700 fr. est accordée pour subventions aux écoles de dessin.

Après le vote de différents autres chapitres, M. Christol présente, au nom de la commission des finances, un rapport sur le mémoire de M. le préfet, fixant la situation définitive de la dette immobilière de la ville.

Le mémoire est approuvé, et la commission propose d'autoriser M. le préfet à réclamer auprès de l'Assemblée nationale la consolidation de la dette immobilière, en ajoutant 18 millions pour construction ou réparation de locaux d'écoles.

On sait que pour couvrir cette dépense une annuité d'un million sera portée au budget pendant le temps nécessaire. M. Lavocat conteste au conseil ce droit d'engager l'avenir en votant cette dotation; néanmoins les conclusions de la commission sont adoptées.

La mise en adjudication de la construction d'un certain nombre de nouvelles écoles est renvoyée à la commission scolaire.

Le conseil décide qu'il se réunira demain soir, à huit heures.

LES ACTES OFFICIELS

CHEMINS VICINAUX

Le *Journal officiel* contient ce matin un long rapport du ministre de l'intérieur adressé au président de la République relativement à la répartition de la quatrième annuité de la subvention affectée à l'achèvement des chemins vicinaux et à la reconstruction des ouvrages d'art détruits pendant la guerre sur les chemins vicinaux.

A ce rapport est annexé un état de répartition d'une somme de 8,044,000 francs entre les départements pour la réparation des chemins vicinaux ordinaires, en exécution des articles 1 et 2 de la loi du 11 juillet 1868.

NOS INFORMATIONS

LA RETRAITE DES HOMMES A NOTRE-DAME

Hier soir, à sept heures et demie, a eu lieu à Notre-Dame l'ouverture de la retraite des hommes qui est prêchée par le R. P. Monsabré, prédicateur du carême. Dès sept heures, un grand nombre de places étaient prises; on a remarqué, cependant, qu'il y avait moins de monde que les années précédentes. La cérémonie a commencé par le chant du *Magnifique* avec accompagnement de l'orgue. Le R. P. Monsabré a ensuite annoncé que ses sermons, pendant ces jours de retraite, seraient tout intimes; il a fortement engagé ses auditeurs à ne donner aucune marque extérieure d'approbation ou de désapprobation, faisant ainsi allusion à une petite manifestation qui a eu lieu dimanche dernier et dont le célèbre prédicateur a été *ahuri*, selon sa propre expression.

Plusieurs journaux ont donné un chiffre, qui nous paraît exagéré en évaluant à 5,000 le nombre des auditeurs du célèbre prédicateur. Voici quelques chiffres que nous croyons exacts : il y a environ 1,800 places dans la nef, 500 dans les bas-côtés qui font face à la chaire, 300 au banc des marguilliers, 300 dans les bas-côtés, derrière la chaire, et 400 dans les galeries. Nous ne comprenons, dans ces chiffres, que les places d'où l'on peut entendre le prédicateur.

La nef est réservée aux hommes, ainsi qu'un certain nombre de places des bas-côtés, pour lesquelles il faut une carte d'entrée dont le prix est de 10 fr. pour les six jours de la retraite. On sait que le prix des places dans les galeries est de 1 fr. On peut évaluer à 1,000 francs chaque soir le produit de la location des places.

LE TERME D'AVRIL. — AVIS AU PUBLIC

Le terme d'avril étant généralement celui où l'on déménage le plus, nous nous sommes informés — croyant ce renseignement plus intéressant pour nos lecteurs — des arrondissements où il y a le plus grand nombre d'appartements vacants. Ces arrondissements sont les 8^e, 10^e, 11^e, 17^e, 18^e et 19^e.

Dans le 8^e, les prix des appartements à louer, relevés d'après les registres des maires, varient de 1,500 à 7,000 fr. Il y en a très peu au-dessous de 1,000 fr. On en trouve quelques-uns cependant dans la rue de la Pépinière.

10^e arrondissement. — Les appartements vacants sont en nombre tout-à-fait anormal dans ce quartier, surtout dans les rues Rochecourt, de Dunkerque, de Rocroy, d'Abbeville, d'Hauteville et Paradis-Poissonnière. Ce sont les appartements de 500 à 1,000 fr. qui sont les plus nombreux. Rue Lafayette, il y a plusieurs très beaux appartements de 3,000 à 5,000 francs.

11^e arrondissement. — Très grand nombre de logements d'employés, dans les prix de 400 à 1,000 francs. Peu d'appartements au-dessus de 1,500 francs.

17^e, 18^e et 19^e arrondissements. — Ces trois arrondissements, qui ont subi depuis deux ans une dépopulation singulière et presque inexplicable, fournissent d'appartements à louer, variant de cent cinquante à douze ou quinze cents francs par an. C'est surtout à Batignolles, rue Cardinet, rue Brochant, rue Berzelius, rue des Moines, avenues de Clichy et Saint-Ouen; à Montmartre, sur le boulevard Clichy et aux alentours des buttes; à La Villette et à Belleville qu'on trouvera des logements d'un bon marché tout à fait extraordinaire.

Dans le 9^e arrondissement (quartier Drouot) il n'y a qu'un nombre très restreint de logements et presque pas de boutiques à louer; de même dans le 2^e (quartier de la Banque et du Mail).

Nos lecteurs peuvent considérer comme absolument certaines ces indications, que nous avons puisées aux sources officielles, c'est-à-dire aux mairies. Ajoutons, comme dernier détail, que les loyers diminuent partout.

L'ASSOCIATION MUTUELLE DES CONCIERGES

L'association mutuelle des concierges a tenu hier sa seconde réunion bi-annuelle. Elle a renoué à l'unanimité son bureau, qui se trouve ainsi composé : Président, M. Ostyn; vice-président, M. Vindeux, secrétaire, M. Marillier. Quant aux décisions qui ont été prises, elles ne sont pas venues jusqu'à nous. Pourvu que ce ne soit pas contre nous, les locataires, qu'elles aient été prises!

RÉUNIONS SCIENTIFIQUES A LA SORBONNE

Les 1^{er}, 2, 3 et 4 avril prochain doit avoir lieu, à la Sorbonne, la réunion de toutes les sociétés savantes de France, sous la présidence de M. le ministre de l'instruction publique. Voici l'ordre des travaux que doit suivre l'assemblée.

Lundi, 1^{er} avril, midi. — Réunion préparatoire, nomination des bureaux de sections et communications scientifiques. (Dans le grand amphithéâtre de la Faculté des sciences.)

Mardi, 2 avril, à 1 heure. — Suite des communications scientifiques.

Mercredi, 3 avril, à 1 heure. — Suite des communications.

Le jeudi, 4 avril, à 1 heure, il sera procédé, toujours sous la présidence de M. Jules Simon, à la distribution des médailles et récompenses, et l'assemblée s'ajournera à l'année prochaine.

On estime à 2,000 environ les membres des sociétés savantes qui accourent de tous les points de la France pour prendre part à ce concours.

LE DOCTEUR DOLBEAU

Le conseil de surveillance de l'assistance publique se réunit aujourd'hui pour statuer sur la demande de M. Dolbeau, qui désire l'ouverture d'une enquête sur les faits à lui reprochés.

ASSEMBLÉE DES COMMISSAIRES-PRISEURS

Une assemblée extraordinaire des commissaires-priseurs aura lieu le vendredi 10 avril pour statuer sur les modifications définitives qu'il y a lieu d'apporter à la disposition de l'hôtel de la rue Drouot.

VENTE DES OBJETS TROUVÉS

La direction des Domaines va faire procéder, dans les premiers jours d'avril, à la vente trimestrielle des objets abandonnés dans les diverses gares de chemins de fer de Paris. Les intéressés ont un an et jour — à dater du premier jour du trimestre suivant leur perte — pour produire leurs réclamations; ce délai expiré, ces objets sont vendus au profit du Trésor. Les ventes ont régulièrement lieu tous les trois mois. Avis donc aux intéressés.

SOCIÉTÉ DES NUMISMATES

Hier soir, 25 mars, a eu lieu la deuxième assemblée générale de la Société des numismates, connue sous le nom de *Société des médailles*. Elle était présidée par M. Jules Simon, et quatre cents membres de la Société étaient présents. M. le duc d'Aumale y assistait. M. Jules Morin a lu une très intéressante monographie des découvertes faites récemment à Constantinople. M. Richard Cortaing, dont les conférences sur la numismatique ont obtenu un si légitime succès à l'Académie des inscriptions, a raconté d'une façon très intéressante l'histoire des médailles trouvées par son frère dans le département de l'Eure, il y a trois mois.

M. Emile Levasseur, le membre éminent de l'Institut, a prononcé l'éloge nécrologique de M. Georges Durand, le numismate qui, à son lit de mort, corrigea tencore son ouvrage intitulé *Blasons et Monnaies*.

Le rapport annuel sur les travaux de la Société et les progrès des sciences numismatiques a été écouté avec beaucoup de sym-

patie. C'est M. Charles Mangin, secrétaire général de la commission centrale qui l'a rédigé. Parmi les assistants on remarquait : MM. Vivien, Franci, Dubouy, Albert Cromo, Delagrave, l'éditeur, toutes les notabilités scientifiques de la presse, beaucoup d'Allemands. Quelques dames y étaient venues. L'on sait que le tourisme numismatique compte beaucoup de partisans chez les femmes; et qu'il possède un certain nombre de chercheurs célèbres.

LE MUSÉE CAMPANA

Le directeur du musée du Louvre a rouvert au public les portes du musée Campana. Les neuf salons qui contiennent la précieuse collection ont échappé au pillage de la Commune. Du reste, pendant le siège de Paris, des mesures avaient été prises pour sauvegarder les richesses de ce musée, dans la prévision d'une occupation possible de la capitale assiégée. Pendant la guerre des rues, quelques éclats d'obus ont pénétré dans plusieurs salons, brisant des vitres et écornant les corniches. On entre par la grille principale du pavillon Denon.

LES CONCOURS HIPPIQUE

Nous avons visité hier le palais de l'Industrie, où on achève en ce moment les derniers préparatifs pour le concours hippique qui aura lieu le 15 avril. Toutes les boxes sont déjà posées, et on s'occupe actuellement d'organiser les rateliers. Parmi les chevaux qui figureront à ce concours, citons le fameux cheval phénomène qu'on a déjà vu à l'Exposition de chevaux de l'avenue d'Eylan, ainsi qu'un magnifique coureur de l'Ukraine, *Titane*, appartenant à S. M. l'empereur de Russie. L'Exposition des chevaux durera un mois, et la distribution des récompenses aura lieu du 15 au 25 mai.

SUICIDES, ACCIDENTS, ETC.

Un enfant nouveau-né a été trouvé, hier, dans un terrain vague, 156, boulevard du Prince-Eugène. On l'a immédiatement envoyé à l'hospice des Enfants-Assistés.

Le sieur B..., étudiant, s'est suicidé hier, 7, rue du Belloy, d'un coup de pistolet en pleine poitrine.

La police recherche en ce moment une bande d'individus, de gamins probablement, qui « s'amuse » à lancer, au moyen de frondes, des pierres dans les carreaux, le soir. Plusieurs accidents graves ont été causés par cette déplorable plaisanterie.

La police a opéré hier l'arrestation du sieur M..., usurier des plus connus de la jeunesse parisienne, demeurant rue Saint-Benoît. Cet individu a été immédiatement écroué au Dépôt.

La police a opéré hier soir, boulevard Mazas, l'arrestation d'une bande de quatre pick-pockets anglais, Williams Killeby, Patrick O'Droury, Henry Pope et Sarah Kennedy. Ces quatre individus, avaient fait une excellente journée, car on les trouve sur eux sept monnaies d'or de femmes et d'hommes, trois chaînes de cou, et quatre porte-monnaies contenant environ 1,700 francs.

Hier, on a arrêté à Saint-CLOUD un individu qu'on a toute raison de croire affilié à la bande de malfaiteurs qui pille, depuis trois semaines, la malheureuse ville de Saint-CLOUD. C'est un nommé Pierre Dupré, ancien soldat des compagnies de discipline et repris de justice. Dupré a été condamné à cinq ans de prison, pour vol, en 1863. Depuis sa sortie de prison, on l'a perdu de vue. Il prétend que, pendant la guerre, il aurait été lieutenant des francs tireurs des Vosges. C'est ce que l'enquête éclaircira.

M^{me} la baronne de Vadré s'est assez gravement blessée hier matin, en descendant les marches de l'église Saint-Roch. Elle est tombée par suite d'un faux pas et s'est cassé le bras. Sa voiture l'a reconduite chez elle dans un état d'autant plus dangereux qu'elle est âgée de soixante et onze ans.

Hier, rue de Grenelle, en face de la mairie, M. Gosse, curé de la commune d'Aubervilliers, est tombé sur la voie publique, atteint d'une attaque d'apoplexie. Il a été immédiatement transporté au poste des Invalides, où il a reçu les premiers soins du docteur Collin.

Ce matin, au moment où la dame Adèle Bacot traversait la rue Garancière, un énorme madrier s'étant détaché d'une maison en construction, lui tomba sur la tête et la tua raide.

Le corps a été immédiatement transporté à la Morgue.

LETTRES DE STRASBOURG

23 mars 1872.

C'était hier la fête du grand empereur de toutes les Allemagnes. La veille, il pleuvait, et les Strasbourgeois, unanimement, formaient des vœux pour que ce temps propice

gine parmi les jeunes filles.

Il ne faut pas croire que, pendant tout ce temps-là, le grand désir qu'elle avait de pénétrer dans l'habitation particulière de M. de Pardaillon se fût ralenti. Ce désir s'augmentait, au contraire, de tout ce qu'elle croyait deviner d'étrange, de mystérieux, d'extraordinaire dans l'existence du comte, et les refus de celui-ci étaient autant d'aiguillons qui la poussaient à satisfaire sa curiosité. Les tentatives personnelles qu'elle avait faites pour s'emparer d'une des clefs de la petite maison étaient demeurées sans succès, elle résolut d'utiliser le concours de sa femme de chambre, qui lui semblait si adroite en toute chose.

Un jour que la curiosité la tourmentait plus encore que d'habitude, elle dit à sa soubrette :

— Rosette, êtes-vous jamais entrée dans la maison de mon père ?

— Non, mademoiselle.

— Qui donc a la clef de cette maison ?

— Elle feignait de l'ignorer.

— Joseph, je crois.

— Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de se procurer cette clef, ne fût-ce même que pour quelques instants, sans que personne le sût ?

— C'est difficile.

— Difficile, je le sais, dit M^{lle} de Pardaillon avec impatience, mais impossible, non.

— Il n'y a rien d'impossible, répondit la soubrette en souriant, lorsqu'il s'agit de contenter mademoiselle.

— Donc, vous pouvez vous procurer cette clef ?

— Avec de l'adresse, je le crois. J'en suis sûre, même !

— Eh bien ! mettez-y toute votre adresse.

— Joseph réussit promptement.

Joseph avait l'habitude de s'occuper de l'appartement de son maître à l'heure où celui-ci déjeunait en compagnie de sa fille, c'est-à-dire à midi. Puis le valet de chambre reve-

continué. Leurs souhaits ont été exaucés : jamais fête impériale n'a fait plus plumeuse que celle d'hier à Strasbourg. Le matin, de la pluie; à midi, un vent glacial qui faisait tourner au violet les faces rubicondes des officiers à plumets; l'après-midi, une neige épaisse, tombant plus dru qu'en plein hiver, et qui, en moins d'une heure, blanchit nos toits, et remplit nos rues d'une boue liquide, forçant toute la garnison en goguette à retrousser ses pantalons, costume éminemment économique et germanique.

Un peu d'animation dans la matinée, parce que... c'était jour de marché; sur le Broglie, une parade, dans laquelle les officiers sont passés en revue par les soldats. (Il ne s'y trouvait en effet que deux ou trois compagnies, tandis qu'on y voyait tous les officiers de la garnison, se faisant force salutations, la main au soleil droit, le casque luisant, mais les bottes sales.)

Les casernes, et quelques autres édifices publics avaient arboré des drapeaux aux trois couleurs : rouge, blanc et noir, et mis au-dessus de leurs portes l'éternelle inscription : « Gott was mit uns, Dieu était avec nous. » Oui, il était avec vous, à Strasbourg surtout, quand vous bombardiez nos maisons et nos hôpitaux, quand vous frappiez nos vieillards, nos femmes, nos enfants, quand vous abîmiez notre cathédrale et brûliez notre bibliothèque ! Invoquez-le toujours, votre Dieu ! il est digne de vous !

Mais ce Dieu, qui les a conduits à la victoire, leur a refusé hier le plaisir d'un feu d'artifice : les pièces préparées ont été ensevelies sous un avalanche de neige, et au moment solennel, les pétards sont partis en fumée, les soldats ont refusé de tourner, et les doubles *V* qui, dans le bonnet, devaient enlacer amoureusement de superbes *A major* (Wilhelm et Augusta) sont apparues, ternes et mélancoliques, comme voilées d'un nuage. Est-ce un présage à la manière antique ?

Ille etiam extincto miseratus Caesar Romam, quum caput obscurum nitidum ferrugine texit.

Un fait, c'est que les drapeaux arborés brillamment... par leur rareté. Beaucoup de fonctionnaires allemands étaient eux-mêmes dépourvus de cette marque d'enthousiasme. Quelques bonnes âmes ont voulu voir là un sentiment de délicatesse vis-à-vis des annexés. C'était tout simplement de l'économie; et ce motif est le seul qui puisse, en effet, les excuser auprès de leur gouvernement.

On avait pris cependant de grandes précautions pour que les drapeaux et les lampions ne fissent défaut, et ces précautions émanant même de quelques Strasbourgeois, qui voulaient voir la fête de l'empereur célébrée comme il convient. Ayant remarqué, en effet, dans le *Courrier du Bas-Rhin* une annonce d'un négociant de Bonn, qui prévenait ses nouveaux frères d'Alsace qu'il tenait à leur disposition un assortiment complet de lampions et de drapeaux, ils lui adressèrent un certain nombre de lettres qu'ils signèrent des noms connus à Strasbourg pour être ceux des nouveaux amis de l'empire (entr'autres, M. Klein, ex-maire de la ville; M. Reichardt, pasteur orthodoxe et Prussien de la plus belle eau; M. Hagenschmidt, potellon alsacien qui dilhymait l'honneur de la grande nation germanique, etc.), et le prièrent d'envoyer aux adresses indiquées un drapeau aux couleurs de la Confédération, et une caisse de lampions.

Notre marchand de luminaires, mal éclairé sur l'authenticité de ces lettres, s'empresse d'expédier à Strasbourg les vingt ou vingt-cinq envois demandés. On présente les factures aux destinataires, en les priant de retourner à la gare les caisses qui portent leur adresse. Je n'oserais dire de rendre ni leur étiquette ni leur dépit. La force était bonne, le coup bien porté, le soufflet reçu en plein visage. Et par dessus le marché, on attrapait un brave négociant d'outre-Rhin, à qui ses lampions et ses drapeaux restent pour compte. Vous voyez qu'à Strasbourg on est malin encore; donc, Français.

Quelqu'un qui est malin aussi, à sa façon, c'est un Allemand qui habite Strasbourg depuis longtemps. Ce monsieur, dentiste de son métier, et un peu charlatan, comme vous savez, possédait deux drapeaux français, qu'il arborait d'habitude le jour de la Saint-Napoléon. Hier, comme il s'agissait de fêter la Saint-Guillaume, il trouva, en vrai Allemand, qu'il était inutile d'acheter des drapeaux neufs, et que les anciens pouvaient servir. Il fit donc teindre ou teindre lui-même en noir le bleu de ses drapeaux et les arbora triomphalement dès le matin. Le malheureux avait oublié seulement que la disposition des raies dans le drapeau français et dans le drapeau germanique n'est pas la même. Aujourd'hui il est la risée de toute la ville. Son nom est Sommer; qu'on se le dise.

Ayuntamiento de Madrid